

Nassau, et au cours des réunions historiques qu'ils ont eues en août dernier à Londres, le premier ministre et ses collègues ont pu faire du Commonwealth la seule et unique institution qui ait la crédibilité voulue pour rechercher une solution non violente mutuellement convenue en Afrique du Sud. Le Groupe des personnes éminentes a essuyé un refus de la part de Pretoria, mais son action aura permis de tirer le Commonwealth de l'ombre de la nostalgie pour en faire un organisme aux possibilités considérables dans cette ère du post-colonialisme.

La Francophonie a, de son côté, le même potentiel. Les organisations sont différentes parce que, à l'origine, les puissances coloniales étaient différentes, et il en va de même des États membres. En un sens, les sommets de la Francophonie sont le résultat direct des politiques de réconciliation nationale adoptées par le présent gouvernement. Il n'est pas exagéré de dire que c'est à ce dernier que l'on doit la tenue du premier sommet. Les gens en parlaient depuis des années, mais l'idée n'aboutissait pas, essentiellement parce qu'Ottawa et le Québec ne pouvaient s'entendre sur la participation de la province.

Nous sommes passés à l'action. Le premier ministre a annoncé que le prochain Sommet francophone se tiendra à Québec en septembre 1987.

Cet événement d'importance réunira une trentaine de chefs d'État ou de gouvernement dans cette vieille ville du Canada pour discuter de sujets allant de la politique et de l'économie au développement et à la coopération. Durant ces quelques jours, le monde francophone aura les yeux rivés sur le Québec et sur le Canada.

Je veux toucher quelques mots de l'agriculture, non pas simplement parce qu'il s'agit d'un secteur important mais parce que les succès que nous y connaissons montrent que, même dans ce monde hautement complexe, la détermination peut porter fruit.

La menace la plus grave à laquelle doivent faire face nos agriculteurs réside dans les subventions de plus en plus considérables que les États-Unis et l'Europe versent à leurs agriculteurs, des subventions que le Canada ne peut égaler. Naguère, les succès obtenus relativement à la vente des produits agricoles sur les marchés internationaux étaient fonction de l'efficacité des cultivateurs; aujourd'hui, ils sont déterminés par l'importance des subventions. S'il compte les agriculteurs les plus efficaces au monde, le Canada n'a pas, par contre, les plus